

La priorité : refinancer le supérieur

ENSEIGNEMENT Les experts réclament 50 millions en plus chaque année, et une hausse du minerval

Imaginer les contours de l'enseignement supérieur à l'horizon 2030... Voici un an et demi l'Ares - la Fédération des établissements d'enseignement supérieur - confiait à un groupe de dix experts belges et internationaux le soin de redessiner le paysage d'universités, de hautes écoles, d'instituts de promotion sociale et d'écoles supérieures des arts en Communauté française.

« Vous avez carte blanche, raisonnez en dehors du cadre actuel », leur avait dit le président de l'Ares, Philippe Maysdadt. Mardi, Jean-Pierre Finance, ancien président de la conférence des présidents d'universités de France, est venu livrer l'essentiel des réflexions du groupe. Morceaux choisis parmi un ensemble de 18 propositions majeures.

1 Accréditation. Les experts proposent de remplacer l'organisation actuelle en « habilitations » (une institution est autorisée à délivrer un diplôme précis) par un système « d'accréditations » sectorielles. Une université serait par exemple accréditée pour l'enseignement des géosciences après avoir démontré ses capacités (professeurs, centre de recherches, laboratoires...) à détenir et transmettre cette expertise. Un système qui repose sur une double révolution : davantage d'autonomie des acteurs de terrain mais également l'obligation de se soumettre périodiquement à un audit de leurs performances.

2 Limiter le nombre d'institutions. Alors qu'on est passé en 30 ans de 80 à 19 hautes écoles, alors qu'il reste six universités actives, les experts plaident pour un resserrement des établissements autorisés à enseigner. Le ménage devrait être fait prioritairement dans les hautes écoles, qui seraient réparties en deux grandes catégories. D'abord « une douzaine de hautes écoles des métiers » (chacune enseignant sur de multiples sites) formant dans une large palette de bacheliers professionnalisants, en lien étroit avec le monde du travail. Ensuite, un « nombre très réduit de hautes écoles avancées » diplômant au niveau master dans des domaines spécifiques. Ces dernières auraient des missions de recherche appliquée en lien avec le monde universitaire. Les experts plaident aussi pour un nombre réduit d'universités complètes ou spécialisées, positionnées au niveau international. Les mêmes seraient appliquées aux écoles des arts et aux instituts de promotion sociale.

3 Fusionner. Pour réduire le nombre d'institutions, il convient de fusionner. Un sujet hautement polémique... « Les fusions d'institution ne peuvent pas être opérées sur la seule base d'arguments philosophico-historiques, disent les experts. Les fusions entre institutions appartenant à des réseaux différents doivent aussi être favorisées ». Et de citer le cas d'instituts de formation d'enseignants dupliquant les diplômés au sein d'un

même hinterland. Ou celui de certaines hautes écoles formant un nombre très réduit d'ingénieurs industriels.

4 Financement. Les experts n'évitent pas l'autre point litigieux du supérieur, celui des moyens financiers. Avec un chiffre qui fera certainement débat : eu égard au sous-financement du secteur (+ 35 % de fréquentation en vingt ans alors que l'enveloppe est longtemps restée fermée), ils recommandent une hausse des moyens de 50 millions d'euros par an, de 2018 à 2030. Ces moyens devraient s'additionner pour atteindre 600 millions supplémentaires d'ici 12 ans. Ils tiennent compte d'une croissance moyenne de 2 % par an de la population étudiante. Ils recommandent aussi un « renforcement de la contribution individuelle à l'enseignement supérieur par une augmentation des droits d'inscription (minerval), à condition que toute augmentation s'accompagne de mesures d'aide pour les étudiants socio-économiquement fragilisés et que les revenus générés soient directement perçus et restent acquis par les institutions ».

Cerise sur le gâteau, ils recommandent un rééquilibrage au sein de l'énorme budget enseignement de la Communauté française. Rééquilibrage entre, d'une part le secondaire surfinancé au regard des standards internationaux, et d'autre part le primaire et le supérieur qui sont sous-financés. De quoi, effectivement, lancer de jolis débats... ■

ERIC BURGRAFF